



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

TRADE/CEFACT/2005/37
8 décembre 2005

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE,
DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENTREPRISE

Centre pour la facilitation du commerce
et les transactions électroniques (CEFACT-ONU)

Onzième session, 22 et 23 juin 2005

RAPPORT DE LA ONZIÈME SESSION

1. Le Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (CEFACT-ONU) a tenu sa onzième session à Genève les 22 et 23 juin 2005, sous la présidence de M. Christian Frühwald.

Participants et observateurs

2. Les représentants des pays suivants ont participé à la session: Afghanistan, Allemagne, Australie, Bélarus, Belgique, Canada, Danemark, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Gabon, Inde, Iran (République islamique d'), Israël, Italie, Japon, Jordanie, Liban, Malaisie, Maroc, Norvège, Ouzbékistan, Pakistan, Pays-Bas, Pologne, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suède, Tunisie, Turquie et Ukraine.

3. Les organisations intergouvernementales ci-après ont participé aux travaux: Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), Commission économique pour l'Afrique (CEA), Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Banque des règlements internationaux (BRI), Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) et Banque mondiale.

4. Les organisations non gouvernementales ci-après ont participé à la session: Association internationale de numérotation des articles (EAN), Association internationale des ports (AIP), Société de télécommunications interbancaires mondiales (SWIFT), Global Standards 1,

Chambre de commerce internationale, Organisation internationale de normalisation (ISO) et Conseil de l'Asie et du Pacifique pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (AFACT).

5. Étaient également présents à l'invitation du secrétariat, en qualité d'observateurs, des représentants des entités ci-après: Association «Est rencontre Ouest», EMEA (bureau de Microsoft pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique), Korea International Trade Association, Peace Worldwide et Point d'information OMC de la République d'Arménie.

Ouverture de la session

6. La Directrice de la Division du développement du commerce et du bois de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE) a souhaité la bienvenue aux délégations au nom de la Secrétaire exécutive. Elle a signalé qu'un Forum exécutif très utile sur «Le commerce sans papier dans les chaînes d'approvisionnement internationales – Renforcement de l'efficacité et de la sécurité» s'était tenu avant la Plénière. Les résultats de ce Forum avaient montré que la facilitation du commerce et l'élaboration de normes relatives au commerce électronique revêtaient une importance de plus en plus grande et que les travaux du CEFACT-ONU devraient se poursuivre et s'intensifier. La facilitation du commerce était devenue un thème important à l'OMC dans le cadre des «discussions de Doha» et il y avait lieu d'espérer que les travaux du CEFACT-ONU, tels que recentrés, seraient pleinement reconnus dans ce domaine.

7. La Directrice de la Division du développement du commerce et du bois a également appelé l'attention sur les recommandations formulées par l'équipe externe chargée d'évaluer le programme de travail et les priorités de la CEE. Les projets de recommandation avaient été soumis aux missions diplomatiques à Genève. Les délégations étaient invitées à formuler des observations et des suggestions sur les recommandations concernant les travaux dans le domaine de la facilitation du commerce et des normes relatives aux transactions électroniques.

8. La Directrice a annoncé qu'elle quittait ses fonctions à la CEE à la fin juillet. Remerciant les délégations pour le soutien qu'elles lui avaient apporté au fil des ans, elle leur a souhaité beaucoup de succès dans leurs travaux futurs au sein du CEFACT-ONU.

Note: Les décisions prises pendant la réunion sont consignées en caractères gras dans le présent rapport.

Point 1. Adoption de l'ordre du jour

9. Le Président a fait part des modifications introduites dans le projet d'ordre du jour depuis qu'il avait été envoyé aux sections de traduction. Un nouveau point sur la coopération avec les autres organisations internationales y avait été ajouté et six documents de la série «Miscellaneous» avaient été publiés.

Décision 05-01:

La Plénière a approuvé l'ordre du jour avec les modifications annoncées.

Point 2. Rapport de la dixième session du CEFACT-ONU

Décision 05-02:

Le Centre a entériné le rapport de sa dixième session, tel qu'approuvé selon la procédure d'approbation intersessions en 2004.

Point 3. Rapport du Bureau

10. Le Président par intérim a présenté le rapport du Bureau. Plusieurs délégations ont constaté une amélioration des travaux du CEFACT-ONU et des processus en place et ont félicité le Bureau pour l'efficacité des efforts accomplis en vue de renforcer la gestion du Centre. Certaines délégations ont estimé, toutefois, que les communications adressées aux chefs de délégation entre les sessions de la Plénière pourraient encore être améliorées et ont prié le Bureau de transmettre, par exemple, des messages trimestriels par le biais du serveur de liste des chefs de délégation. Parallèlement, il faudrait aussi encourager les chefs de délégation à s'impliquer davantage dans les débats et le processus de prise de décisions du Centre.

Mandat et cahier des charges

11. À sa dixième session, la Plénière avait invité le Bureau à remanier le mandat et le cahier des charges du CEFACT-ONU (TRADE/R.650) pour y incorporer les modifications arrêtées et l'esprit des travaux réalisés par le CEFACT-ONU, comme suite à sa restructuration organisationnelle récente. Le Bureau avait élaboré la quatrième version révisée du document TRADE/R.650, dont le texte, plus court et plus concis, offrait un cadre de travail clair et stable. Le chef de la délégation des États-Unis a demandé que la procédure d'approbation intersessions soit correctement définie et qu'il y soit fait référence dans le document TRADE/R.650.

12. Les délégations ont accueilli favorablement la série de documents constitutionnels du CEFACT-ONU.

13. Des observations techniques et de forme détaillées ont également été formulées pour compléter la version définitive du R.650. Il a été décidé de fixer une date cible en 2009 pour l'examen suivant du R.650 en vue de définir les besoins ultérieurs de modification et d'amélioration.

14. La Plénière a décidé qu'il convenait d'adresser une invitation ouverte permanente aux rapporteurs afin qu'ils puissent assister aux réunions du Bureau et prendre part aux conférences téléphoniques, et de les inclure dans tous les serveurs de listes pertinents. Le secrétariat a rappelé aux délégations le rôle indépendant des rapporteurs dans le cadre du système des Nations Unies. La procédure de présentation de candidatures aux postes de chefs de délégation devrait également être précisée.

15. Le représentant de l'ISO a demandé que les mandats et cahiers des charges des rapporteurs soient révisés dès que le document TRADE/R.650/Rev.4 serait définitivement mis au point.

Règlement intérieur du Forum du CEFACT-ONU

16. Le Président du Groupe de gestion du Forum (FMG) a présenté le projet de règlement intérieur selon lequel les chefs de délégation proposeraient des candidatures aux fins de la formation de leurs équipes participant au Forum et informeraient le secrétariat en conséquence. La CEE conserverait les dossiers des candidatures tant que celles-ci ne seraient pas retirées et il ne serait pas nécessaire de répéter le processus de désignation.

17. Les délégations ont également demandé au secrétariat de publier une liste des chefs de délégation pour que la Plénière l'examine. Le secrétariat devrait expliquer sur quelle base et selon quelle procédure des invités pouvaient être conviés aux forums sans avoir été désignés par les chefs de délégation. La délégation des États-Unis a recommandé d'approuver le document sur le règlement intérieur, en particulier les dispositions concernant les personnes invitées à titre officiel et leur statut par rapport à celui des observateurs et des représentants désignés dans le contexte des processus de décision et d'élection. En outre, les délégations ont estimé que tous les représentants officiellement désignés par un chef de délégation devraient automatiquement jouir de droits de vote pleins et entiers et être éligibles.

Processus d'élaboration ouvert

18. Le Président du FMG a présenté le projet de Processus d'élaboration ouvert. Le chef de la délégation française a souligné que la seule procédure existante était celle qui concernait les spécifications techniques mais qu'il y en avait aucune pour les autres produits des activités du CEFACT-ONU et qu'il faudrait remédier à cette lacune.

19. En conclusion de l'examen de ce point de l'ordre du jour, le Président a déclaré que l'approbation du mandat et du cahier des charges du CEFACT-ONU, ainsi que du règlement intérieur des groupes et du Processus d'élaboration ouvert, mettait un point final au processus d'examen et de mise à jour des structures et procédures du CEFACT-ONU.

Décision 05-03:

La Plénière a approuvé le rapport du Bureau, lequel a été prié de présenter, en temps voulu, des rapports intérimaires trimestriels aux chefs des délégation par le biais du serveur de liste créé à leur intention. Il a été demandé au secrétariat de mettre à jour les abonnements au serveur de liste en question.

Décision 05-04:

La Plénière a pris note du rapport du Groupe de gestion du Forum (FMG) sur les objectifs du Forum du CEFACT-ONU (TRADE/CEFACT/2005/3).

Décision 05-05:

La Plénière a approuvé le mandat et le cahier des charges du CEFACT-ONU (TRADE/R.650/Rev.4) et a prié le Bureau d'y incorporer les modifications dactylographiques nécessaires, et d'y prendre en compte l'observation suivante formulée par des délégations participant à la Plénière: il faudrait élaborer une description de la procédure de prise de décision intersessions et y faire référence dans le

document TRADE/R.650/Rev.4. Ces modifications devront être prises en compte dans le texte définitif.

Décision 05-06:

Le secrétariat devrait mettre au point, à l'intention des chefs de délégation, un formulaire dont ils se serviraient pour désigner leurs représentants aux réunions du Forum.

Décision 05-07:

Le règlement intérieur du Forum du CEFACT-ONU a été approuvé. La Plénière a demandé au FMG de procéder, en collaboration avec le Bureau, à une révision de ce règlement intérieur de manière à définir plus clairement le droit de convier des observateurs et des invités spéciaux au Forum.

Décision 05-08:

Le processus d'élaboration ouvert a été approuvé et le Bureau a été prié de s'employer, en collaboration avec le FMG, à compléter le document en y incluant des procédures couvrant tous les produits du CEFACT-ONU.

Point 4. Stratégie et programme de travail

20. Le Bureau a tout d'abord présenté deux projets de document énonçant, l'un, une stratégie de facilitation du commerce (TRADE/CEFACT/2005/6) et, l'autre, une stratégie en matière de commerce électronique (TRADE/CEFACT/2005/7) pour examen et approbation. Cet exposé a été suivi d'une présentation, par le Bureau, du programme de travail du Centre (TRADE/CEFACT/2005/8) et d'une liste de produits (TRADE/CEFACT/2005/18).

21. Les délégations de l'AIP et du Canada ont marqué leur approbation à l'égard des deux documents et ont félicité le Bureau d'avoir mis définitivement au point, pour le CEFACT-ONU, un programme de travail détaillé qui était clairement relié à la stratégie du Centre et aux produits concrets en cours d'élaboration au sein du Forum. Il était essentiel que la Plénière veille à ce que les travaux à entreprendre pour mettre en œuvre le programme de travail soient suivis comme il se doit, puis revus lors des sessions ultérieures.

22. Le Président a rappelé aux délégations que l'ensemble de documents contenant les stratégies et le programme de travail permettrait aux chefs de délégation de passer en revue le rôle du CEFACT-ONU. Il les a invités à faire part de leurs observations concernant les travaux entrepris dans le cadre du CEFACT-ONU à l'équipe d'experts qui procédait à une évaluation externe de la CEE.

Décision 05-09:

Les stratégies de facilitation du commerce et en matière de commerce électronique ont été approuvées.

Décision 05-10:

Le programme de travail (TRADE/CEFACT/2005/9) a été approuvé.

Point 5. Financement du programme de travail du CEFACT-ONU

23. Le Président du FMG a présenté le point de l'ordre du jour et a annoncé qu'au lieu du document TRADE/CEFACT/2005/9 prévu sur le financement du programme de travail du CEFACT-ONU, le secrétariat avait publié un document TRADE/CEFACT/2005/MISC.5 en raison de la soumission tardive du texte en question.

24. La Plénière a été priée d'examiner l'approche considérée et d'approuver les principes de financement qui seraient appliqués par le Bureau en collaboration avec le FMG de manière à peaufiner les détails d'un plan de collecte de fonds.

25. Le chef de la délégation française a recommandé que le document soit approuvé et que l'on ne ménage aucun effort pour obtenir les fonds supplémentaires nécessaires auprès des États membres. En outre, il convenait d'adopter sans tarder les mesures requises pour assurer le financement du prochain forum du CEFACT-ONU qui aurait lieu à Lyon (France) du 26 au 30 septembre 2005. Le Président a rappelé aux délégations que puisque les forums constituaient des réunions officielles de l'ONU, il convenait d'y appliquer les règles et procédures de l'ONU relatives au financement et au déroulement des réunions.

26. Au cours du débat qui a suivi, les délégations sont convenues de l'opportunité de faire état, dans la version définitive du document relatif au financement, du rôle et de la contribution en nature des experts. Il a également été estimé d'un commun accord que, tant que l'évaluation externe ne serait pas achevée, il faudrait faire preuve de tact et de circonspection vis-à-vis des gouvernements car toute demande de fonds supplémentaires pourrait être mal interprétée. Le Bureau a été prié de hiérarchiser les sujets d'étude et les activités à financer de manière à mobiliser les fonds nécessaires pour les éléments les plus importants du programme de travail, si l'on manquait de ressources pour mener à bien toutes les activités prévues.

27. Le chef de la délégation canadienne a annoncé que la question du financement devrait être réglée sans retard pour que le Forum puisse se tenir à Vancouver en mars 2006. Il faudrait se prononcer au plus tôt sur le financement des réunions s'inscrivant dans le cadre du Forum et dissocier cette question des autres aspects du financement, notamment celui des dépôts d'information et de l'appui permanent à fournir aux groupes.

28. La délégation de l'AIP a évoqué l'avis donné précédemment par le Bureau des affaires juridiques de l'ONU, selon lequel les membres du Forum pourraient être invités à verser des contributions à un fonds d'affectation spéciale pour couvrir les frais de réunion supplémentaires. Il s'agirait de contributions qui demeureraient volontaires et dont le versement ne serait pas exécutoire.

29. En conclusion, le Président a rappelé que les questions financières comportaient deux facettes. D'une part, il fallait résoudre en priorité la question du financement de la location de salles de conférence et des autres ressources nécessaires pour les prochains forums qui se tiendraient respectivement à Lyon et à Vancouver; d'autre part, il convenait de traiter,

séparément et quant au fond, la question des dispositions financières concernant les services d'appui pour d'autres réunions, les dépôts d'information, etc. Le Bureau et le FMG devraient mettre au point les détails des procédures et descriptions, soit aux fins de leur approbation pendant l'intersession, soit pour examen à la prochaine Plénière.

Décision 05-11:

Les principes énoncés dans le document TRADE/CEFACT/2005/MISC.5 (recommandations pour l'appui et le financement du programme de travail du CEFACT-ONU de la CEE) ont été approuvés. Le Bureau a été prié de définir, en collaboration avec le FMG, les procédures et descriptions détaillées connexes pour approbation durant l'intersession ou à la douzième session de la Plénière en 2006.

Pour ce qui est des forums prévus à Lyon (septembre 2005) et à Vancouver (mars 2006), des mesures spécifiques ont été prises.

La délégation canadienne s'est réservée le droit de revenir ultérieurement sur la question.

Point 6. Politique du CEFACT-ONU en matière de droits de propriété intellectuelle

30. Le Bureau a présenté un rapport faisant état des travaux entrepris par le Groupe spécial de contact créé au cours de la dixième session de la Plénière en 2004. Le projet actuel de politique en matière de droits de propriété intellectuelle comportant des commentaires sur les questions en suspens avait été distribué aux chefs de délégation une semaine à peine avant la Plénière. De ce fait, il était admis que les États membres n'avaient pas eu le loisir de se familiariser pleinement avec ce texte et les questions encore en suspens dans ce domaine. Par conséquent, la Plénière a été appelée à approuver uniquement les principes de la politique, ce qui permettrait au Groupe spécial de contact d'achever la rédaction du texte dès qu'il recevrait les observations et avis attendus, et de soumettre le projet au secrétariat pour approbation définitive par le Bureau des affaires juridiques.

31. Le Président a remercié le Bureau et le Groupe spécial de contact de leurs efforts. Le Bureau des affaires juridiques avait été associé aux débats du Groupe spécial de contact et avait approuvé les grandes lignes de la politique.

32. Le Rapporteur pour les questions juridiques a félicité le Groupe spécial de contact d'avoir établi un document qui contenait une proposition valable en ce qui concerne la politique en matière de droits de propriété intellectuelle du CEFACT-ONU. Il a mis l'accent sur la nécessité d'opter pour une politique qui serait équitable envers ceux qui fournissent des contributions tout en garantissant le maintien de la gratuité des produits du CEFACT-ONU pour tous les utilisateurs. Il a estimé que le projet proposé constituait un grand pas dans cette direction.

33. Le chef de la délégation française a rappelé aux délégations que cette même question était à l'étude au sein d'organisations telles que l'Union internationale des télécommunications (UIT) et l'ISO. Il a lui aussi estimé que les principes proposés représentaient un progrès important et a prié le Groupe spécial de contact de faire de la solution de cette question sa priorité absolue.

34. Certaines délégations se sont demandées si la question des droits de propriété intellectuelle était liée à celle du financement, et devrait être résolue en même temps que cette dernière. Il est ressorti de la réponse du Président que la question des droits de propriété intellectuelle était capitale mais n'était pas forcément liée à celle du financement. Si ces deux questions étaient imbriquées, elles pouvaient néanmoins être résolues séparément, sans qu'une option exclut l'autre.

35. Le Président a fait observer que les participants à la Plénière avaient approuvé à l'unanimité les principes énoncés dans le projet de politique et la note explicative et avaient demandé au Bureau d'éclaircir les dernières questions en suspens et de transmettre le texte de la politique au Bureau des affaires juridiques en vue de son approbation.

Décision 05-12:

La Plénière a approuvé les principes de la politique en matière de droits de propriété intellectuelle, tels qu'énoncés dans le document TRADE/CEFACT/2005/MISC.3.

Le Groupe spécial de contact a été prié d'élaborer, en collaboration avec le Bureau, un document que le secrétariat pourrait faire approuver par le Bureau des affaires juridiques de l'ONU. La politique en matière de droits de propriété intellectuelle devrait être approuvée selon la procédure d'approbation intersessions d'ici la fin de 2005.

Les délégations canadienne et suédoise se sont réservées le droit de soumettre des observations ultérieurement et elles ont été priées de le faire dans les trois semaines suivant la Plénière pour que l'on puisse mettre au point dans les plus brefs délais la version définitive de la politique.

Point 7: Modalités de coopération avec les autres organisations

36. Le secrétariat a présenté un document sur les principes de la coopération avec le secteur privé et les autres organisations (TRADE/CEFACT/2005/MISC.1) et un exemplaire d'un accord de coopération signé par la CEE et l'Organisation for the Advancement of Structured Information Standards (OASIS), la veille, c'est-à-dire le 21 juin 2005 (TRADE/CEFACT/2005/MISC.2).

37. La Plénière a noté que les domaines de coopération englobaient un certain nombre de questions qui, toutefois, ne s'excluaient pas mutuellement. Le Forum exécutif qui s'était tenu avant la Plénière avait retenu d'autres domaines d'action, notamment les documents commerciaux électroniques (UNeDocs) de l'ONU et les technologies d'avenir, par exemple les services Web.

38. Les domaines et moyens de coopération concrets seraient expérimentés en temps voulu dans le cadre de travaux communs. Puisque la CEE et l'OASIS menaient des travaux dans les mêmes domaines, ces questions devraient être examinées dans le but de mettre en place un plan de travail viable pour les deux organismes en veillant éviter les chevauchements d'activités.

39. Le Président-directeur général d'OASIS s'est félicité de la collaboration étroite du FMG avec cette organisation et du ferme appui apporté par le secrétariat. L'accord signé avait pour

principal objectif d'ouvrir la voie à la poursuite et l'amélioration de la coopération entre les membres des deux organismes.

40. L'ISO et le chef de la délégation canadienne ont félicité les équipes des deux organisations qui avaient rendu possible la conclusion du Mémoire d'accord.

Décision 05-13:

La Plénière a approuvé la démarche suggérée dans le document TRADE/CEFACT/2005/MISC.1 en ce qui concerne la coopération avec le secteur privé, et a encouragé le Bureau à rechercher des partenaires avec lesquels des modalités de coopération de cette nature pourraient être instaurées.

Décision 05-14:

La Plénière a confirmé l'accord de coopération signé entre la CEE et l'OASIS.

Point 8: Rapports intermédiaires du Forum du CEFACT-ONU

41. Le Président a invité les présidents des groupes à présenter leur rapport annuel à la Plénière. Il a été noté que le Groupe juridique n'avait pas soumis de rapport mais que le secrétariat avait élaboré une note succincte décrivant les travaux de celui-ci. Les rapports et les présentations Powerpoint qui y étaient associées seraient affichés sur le site Web du CEFACT-ONU.

42. Le chef de la délégation française avait présenté un document (TRADE/CEFACT/2005/MISC.6) faisant état des questions qui se posaient en relation avec les travaux du Groupe juridique, étant donné qu'aucun document n'avait été reçu à ce sujet du Groupe juridique lui-même ou du Rapporteur pour les questions juridiques.

43. Le Rapporteur pour les questions juridiques a répondu qu'il menait deux activités distinctes: l'une concernait les travaux du Groupe dans le domaine des instruments juridiques ayant trait à la facilitation du commerce, et l'autre les questions juridiques intéressant le CEFACT-ONU, par exemple celles qui touchaient la politique en matière de droits de propriété intellectuelle. Malheureusement, le Groupe juridique avait cessé toute activité dans le contexte du Forum depuis la réunion qui s'était tenue à Washington en septembre 2004. Des réunions distinctes avaient eu lieu avec le Groupe spécial de contact et le Groupe s'était aussi réuni aux Pays-Bas en octobre 2004. Ultérieurement, le secrétariat avait annoncé qu'il ne serait plus en mesure de prêter son concours aux travaux du Groupe, ce qui avait conduit à la situation actuelle. Il fallait réactiver le Groupe juridique car les deux coprésidents n'avaient pas été en mesure de poursuivre les travaux.

44. Le Président du FMG a proposé de lancer un appel à la participation aux chefs de délégation et le prochain Forum qui se tiendrait à Lyon (France) devrait redynamiser le Groupe juridique.

45. La délégation des Pays-Bas a souscrit à cette proposition mais a rappelé aux délégations qu'il faudrait d'abord clarifier les tâches et la portée des activités juridiques du CEFACT-ONU. À l'origine, le Groupe juridique avait pour mandat d'examiner les aspects juridiques de la

facilitation du commerce et des normes relatives au commerce électronique, et non pas de donner des conseils juridiques aux autres groupes. Bien que l'on se soit toujours attaché à développer les synergies et que l'on continue à le faire, le Groupe n'avait pas jugé nécessaire de participer aux réunions générales des forums.

46. Le Président a conclu que l'approbation du document TRADE/R.650/Rev.4 conférerait un caractère permanent aux cinq groupes et que les mêmes règles leur étaient applicables à tous, notamment au Groupe juridique.

Groupe des technologies appliquées (ATG)

47. L'ATG était chargé de créer et tenir à jour des structures de données à caractère commercial ou administratif en faisant appel à une technologie ou à une norme spécifique. Sa fonction était de concevoir, d'assembler et de produire des solutions syntaxiques fondées sur les besoins commerciaux et/ou techniques émanant des groupes permanents du CEFACT-ONU.

48. Dix-huit demandes de mise à jour de données avaient été traitées pour le répertoire EDIFACT-ONU D.04B et 30 pour le répertoire EDIFACT-ONU D.05A. Une équipe comprenant des représentants du groupement Langage commercial universel (UBL) et du CEFACT-ONU avait été créée pour éliminer les différences techniques entre les deux règles de désignation et de conception XML (langage de balisage extensible).

49. Trois réunions avaient eu lieu, respectivement en Allemagne, en Australie et en Norvège, et la prochaine se tiendrait dans le cadre du Forum prévu à Lyon en septembre 2005.

50. Un rapport complet du Groupe était soumis sous la cote TRADE/CEFACT/2005/13.

Groupe de la gestion du contenu de l'information (ICG)

51. L'ICG avait réalisé des progrès importants en ce qui concerne le système de cartographie de spécification des exigences (RSM) et la spécification pour le registre du CEFACT-ONU. La troisième version révisée de la Recommandation n° 20 sur les codes des unités de mesure utilisées dans le commerce international avait été publiée et un projet visant à transférer la liste de codes EDIFACT-ONU dans la bibliothèque des éléments de base avait été préparé. Deux mises à jour de la Recommandation n° 16 sur les codes des ports et autres lieux (LOCODE/ONU) avaient été publiées.

52. Le Président a noté avec satisfaction que la participation aux travaux du Groupe s'était sensiblement développée dans la région asiatique. Le projet de registre était mis au point par l'OASIS et représentait un bon exemple d'effort déployé pour éviter les chevauchements d'activité.

Groupe des procédures commerciales internationales (TBG)

53. Le TBG a concentré son attention sur la simplification des procédures du commerce international, l'analyse des procédés des secteurs public et privé et les meilleures pratiques. Pour favoriser la mise au point de solutions permettant de faciliter le commerce et les transactions électroniques, le TBG s'était servi de méthodes telles que la méthode unifiée de modélisation (UMM) et le langage unifié de modélisation (UML) du CEFACT-ONU. On compte

au sein du Groupe 18 groupes de travail couvrant une large gamme de domaines commerciaux. Deux nouveaux groupes de travail avaient été créés dans le courant de l'année: le TBG2 qui était chargé des documents électroniques et le TBG18 qui s'occupait de l'agriculture. Le TBG2 concentrerait ses travaux sur le projet UNeDocs. Un nouveau message EDIFACT-ONU, le DAPLOS (DAta PLOt Sheet), un message contenant des données relatives à la parcelle qui permettent d'assurer la traçabilité de la production et la communication d'informations d'ordre environnemental concernant les produits agricoles, avait été approuvé. Le Groupe avait également révisé la Recommandation n° 6 et achevé l'élaboration de la Recommandation n° 33 sur le concept de guichet unique. Il avait également élaboré six spécifications relatives aux prescriptions commerciales qui seraient soumises à la Plénière pour examen au titre du point 8 de l'ordre du jour.

Groupe des techniques et méthodologies

54. Le TMG menait plusieurs projets dans le cadre du processus d'élaboration ouvert (ODP) du CEFACT, notamment sur la spécification technique relative aux éléments de base V2.01 (Partie 8 du cadre ebXML), le métamodèle établi selon la méthode de modélisation (UMM) du CEFACT-ONU, le guide de référence UMM, le guide de l'utilisateur UMM, la spécification relative au schéma de collaboration commerciale (BCSS), les accords et contrats commerciaux unifiés (UBAC), ainsi que la spécification relative au schéma des procédés commerciaux en ebXML (BPSS).

55. Le TMG, l'ICG et l'ATG avaient également décidé de définir conjointement un profil pour la prochaine génération de documents d'échange XMI (échange de métadonnées XML) pour les catégories de modèles compatibles avec l'UMM et la spécification technique pour les éléments de base. Avec le TBG, le TMG projetait d'instituer un groupe spécial commun, chargé d'établir un guide de référence à l'intention des modélisateurs (MRI).

56. Le chef de la délégation néerlandaise a informé la Plénière de la mise au point de directives ebXML qui avaient été élaborées pour expliquer les avantages d'ebXML aux groupes d'utilisateurs. Des exemplaires ont été mis à la disposition des délégations.

Décision 05-15:

La Plénière a approuvé les rapports du Groupe des technologies appliquées (ATG), du Groupe de la gestion du contenu de l'information (ICG), du Groupe des procédures commerciales internationales (TBG) et du Groupe des techniques et méthodologies (TMG). Elle a pris note du rapport du secrétariat sur les travaux entrepris au sein du Groupe juridique et a prié le FMG d'envoyer aux chefs de délégation une invitation à participer aux travaux du Groupe juridique. La prochaine réunion de ce groupe aurait lieu dans le cadre du Forum du CEFACT-ONU qui se tiendrait à Lyon (France), du 26 au 30 septembre, et à cette occasion, des nouveaux membres du Bureau du Groupe seraient élus.

Point 9: Approbation des recommandations et documents associés

57. Le Bureau a présenté une vue d'ensemble des projets sur lesquels des travaux étaient en cours ou avaient été menés à bien (TRADE/CEFACT/2005/18). Les projets assignés à chaque

groupe, qui figuraient sur cette liste, avaient été rapportés aux éléments pertinents du programme de travail (TRADE/CEFACT/2005/8) ainsi qu'aux stratégies en matière de facilitation du commerce et de commerce électronique.

58. Le Président de l'ICG a présenté pour approbation le document 19 contenant la troisième version révisée de la Recommandation n° 20 de la CEE sur les codes des unités de mesure utilisées dans le commerce international. Le représentant de l'ISO a souligné que la norme correspondante de l'ISO (ISO 2559) avait été retirée et que, par conséquent, l'ICG avait été prié de modifier la Recommandation n° 20. Cette tâche ayant été accomplie, il était envisagé que des consultations se tiennent entre l'ICG et le comité technique compétent de l'ISO (TC154) sur la possibilité de recourir à une procédure d'approbation accélérée pour certaines parties au moins de la Recommandation n° 20. La délégation des États-Unis a indiqué à la Plénière que deux processus de codification apparentés étaient en cours dans son pays. Les résultats des débats sur la forme sous laquelle ces codes devraient se présenter dans le contexte du commerce électronique seraient communiqués à l'ICG et au Comité technique de l'ISO, selon qu'il conviendrait.

59. Le Président du TBG a présenté cinq projets de spécifications relatives aux prescriptions commerciales (BRS) pour examen et approbation par la Plénière, et un pour information.

60. L'attention des délégations a été appelée sur le fait que l'intitulé de la spécification proposée pour la certification des exportations pourrait prêter à confusion. La Plénière a donc décidé de modifier cet intitulé en «Spécification pour le certificat sanitaire et phytosanitaire électronique».

61. Le représentant de la Malaisie a indiqué aux délégations que, même avec cette modification de l'intitulé, il subsistait un risque de confusion avec d'autres documents internationaux connexes, comme des certificats sanitaires et des certificats d'origine électroniques, et a donc suggéré de modifier entièrement l'intitulé de la spécification. Le représentant de l'ISO a également signalé à la Plénière que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) travaillait sur des questions du même ordre et a prié le CEFACT-ONU d'assurer la coordination qui s'imposait.

62. S'agissant de la spécification pour la fiche de données de sécurité, qui avait été soumise pour information, il a été indiqué à la Plénière que le TBG15 était en train de mettre à jour la Recommandation n° 11 sur les «aspects documentaires du transport international des marchandises dangereuses» et que le Groupe de travail des transports de marchandises dangereuses (WP.15) de la CEE avait déjà publié, depuis de nombreuses années, des règles et normes sur le transport de marchandises dangereuses. Il conviendrait de prendre en compte les instruments et normes existants de l'ONU, dans toute activité future entreprise dans le cadre du TBG3 sur le projet concernant la fiche de données de sécurité.

63. En conclusion, le Président du TBG a fait observer que les documents considérés sur les spécifications relatives aux prescriptions commerciales étaient encore à l'état de projet et allaient être retravaillés. Il a invité les délégations à participer activement aux travaux ultérieurs pour achever la mise au point des documents.

64. Le Président a rappelé aux groupes qu'ils se devaient tous de respecter les dispositions relatives aux délais de présentation énoncées dans le document TRADE/R.650/Rev.4 pour que les délégations aient le loisir d'examiner les documents et de formuler des observations à ce sujet.
65. La Plénière a rappelé aux groupes qu'il devrait être fait mention, sur la page de couverture de tout document soumis à son approbation, des relations internes et externes ayant des incidences sur les travaux de n'importe quel groupe et sur leurs produits, pour que l'on puisse retracer avec précision l'origine des contributions.
66. Le secrétariat a signalé aux délégations que les deux documents relatifs à la Recommandation N° 33 du CEFACT-ONU concernant le guichet unique avaient été soumis. Le texte avait été actualisé et complété grâce à un travail de fond plus poussé et à une étude des approches du guichet unique actuellement suivies dans les différents pays. Un séminaire serait organisé ultérieurement en 2005 sur ces questions. Les trois versions linguistiques de la Recommandation paraîtraient en tant que publication de la CEE. Un dépôt d'information sur les applications du guichet unique serait également créé à partir des résultats d'une enquête qui avait été réalisée.
67. Les participants ont noté avec satisfaction qu'à l'issue du Forum exécutif tenu juste avant la Plénière, la délégation jordanienne avait annoncé qu'elle soumettrait la Recommandation relative au guichet unique à son gouvernement en lui demandant de mettre en place un guichet unique dans le pays. Les représentants du Canada et de la Suède ont recommandé d'assurer une large diffusion aux publications relatives au guichet unique dans la mesure où elles étaient directement en rapport avec les débats tenus à l'OMC sur la facilitation du commerce et les articles de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) portant sur le transit et les douanes.
68. Le Vice-Président du FMG a présenté les travaux relatifs au projet UNEDocs qui avaient été transférés au groupe de travail TBG2 chargé des documents numériques. On s'attachait à développer une interopérabilité sémantique accrue en utilisant la bibliothèque des éléments de base du CEFACT-ONU. Le projet devrait aboutir à la mise au point d'un successeur électronique à la formule-cadre des Nations Unies pour les documents commerciaux sur papier (Recommandation N° 1 de l'ONU), en combinant l'ISO 15000-5 sur les composants principaux, l'EDI, les structures de document XML, les méthodes de présentation des documents et les indications sur la manière de remplir les cases des formulaires. Le groupe a préconisé une participation accrue à ses travaux. Les délégations des États-Unis et de l'AIP ont souligné l'importance du projet et ont réaffirmé le vif intérêt qu'elles y attachaient et leur intention de continuer à le soutenir activement.

Décision 05-16:

La Plénière a approuvé la troisième version révisée de sa Recommandation N° 20 sur les codes des Unités de mesure (TRADE/CEFACT/2005/19) et les documents ci-après contenant des projets de spécification relative aux prescriptions commerciales:

TRADE/CEFACT/2005/20	Spécification concernant la facture interindustrie
TRADE/CEFACT/2005/21	Spécification pour les avis de paiement industriels croisés
TRADE/CEFACT/2005/22	Spécification pour la chaîne d'approvisionnement électronique BoostAero
TRADE/CEFACT/2005/24	Spécification pour les appels d'offres électroniques
TRADE/CEFACT/2005/36	Spécification pour le certificat sanitaire et phytosanitaire électronique

Décision 05-17:

La Plénière a rappelé aux groupes qu'ils devraient se conformer aux dispositions énoncées dans le document TRADE/R.650/Rev.4 au sujet de la sensibilisation et de la participation aux travaux des groupes. Il faudrait préciser sur les pages de couverture des spécifications relatives aux prescriptions commerciales quel était le groupe permanent faisant office de source du document et le groupe de travail spécifique au sein duquel les travaux étaient menés afin d'assurer la traçabilité totale des données et de mettre en évidence les relations internes et externes pertinentes.

Décision 05-18:

La Plénière a prié le Bureau de reconsidérer la formulation «Spécification relative aux prescriptions commerciales» pour veiller à ce qu'elle corresponde bien aux pratiques actuelles du CEFACT-ONU. Il faudrait s'assurer que les intitulés des différentes spécifications relatives aux prescriptions commerciales ne puissent être confondus avec les produits de travaux de même nature entrepris par d'autres organisations.

Décision 05-19:

La Plénière a pris note du document TRADE/CEFACT/2005/23 contenant un projet de «spécification pour la fiche de données de sécurité» et a prié le TBG de prendre en compte les dispositions et résultats des travaux connexes tels qu'exposés dans les documents TRADE/CEFACT/2005/23/Add.1 contenant des observations sur la spécification pour la fiche de données de sécurité; et TRADE/CEFACT/2005/32 sur l'élaboration de fiches de données de sécurité selon les prescriptions du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (SGH). Le TBG a été prié de soumettre une version révisée de la spécification à la Plénière pour examen et approbation.

La Plénière a pris note des documents TRADE/CEFACT/2005/25 et TRADE/CEFACT/2005/26 contenant le texte de la recommandation sur la mise en place d'un guichet unique en versions anglaise, française et russe, et a recommandé que ces documents soient largement diffusés.

La délégation canadienne s'est réservée le droit de formuler ultérieurement des observations sur les spécifications relatives aux prescriptions commerciales.

Point 10. Rapports des rapporteurs du CEFACT-ONU et questions connexes

69. Le Rapporteur pour l'Asie a présenté son rapport faisant état de la nécessité de resserrer la coopération entre le Forum du CEFACT-ONU et les différents groupements de la région Asie-Pacifique.

70. La délégation australienne a appuyé la proposition du Rapporteur concernant l'intensification de la coordination entre les nombreuses parties prenantes de la région. La délégation de l'AIP a mis l'accent sur la nécessité de nouer des relations semblables par le biais de rapporteurs avec les entités d'autres régions et, notamment, celles d'Afrique et d'Amérique latine.

71. La Plénière a pris note avec satisfaction des travaux entrepris par le Rapporteur dans la région de l'Asie et du Pacifique et a souhaité que d'autres mécanismes de coopération soient mis en place, par exemple dans les domaines de l'alignement et de l'harmonisation. Plus précisément, le Rapporteur a été prié d'établir une liste des activités du CEFACT-ONU dans le cadre desquelles on s'attacherait à intensifier la coopération.

72. Le Rapporteur chargé de la liaison dans le domaine des normes a présenté un rapport succinct sur les travaux qu'il menait pour assurer une coordination adéquate et fonctionnelle entre les différents acteurs intervenant dans la facilitation du commerce et le domaine des normes relatives au commerce électronique à travers le monde. Ses travaux étaient centrés sur les modalités de coopération instaurées au titre du Mémorandum d'accord entre la Commission électrotechnique internationale (CEI), l'Organisation internationale de normalisation (ISO), l'Union internationale des télécommunications (UIT) et la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe.

73. Le Président a soulevé la question des mandats et cahiers des charges des rapporteurs. Ceux du Rapporteur chargé de la liaison dans le domaine des normes (TRADE/CEFACT/1998/17) et du Rapporteur pour l'Asie (TRADE/CEFACT/1998/9) avaient été revus par la Plénière en 1998, tandis que ceux du Rapporteur pour les questions juridiques avaient uniquement été approuvés par le groupe directeur en 1999 (TRADE/CEFACT/1999/CRP.4 – Annexe I «projet de mandat pour les Rapporteurs chargés de la liaison dans le domaine juridique»). Le Président a suggéré que le Bureau complète le cadre législatif constitutionnel du CEFACT-ONU en y ajoutant un dernier document comprenant un ensemble type de mandats et cahiers des charges pour tous les rapporteurs qui serait soumis pour approbation selon la procédure intersessions.

74. Le représentant de l'AIP a proposé que le mandat des rapporteurs soit revu d'ici le début des mandats des prochains rapporteurs qui allaient être élus. Le représentant de l'ISO a souscrit à la suggestion du Président et a rappelé aux délégations que la nature et le rôle du travail de liaison dans le domaine des normes avaient sensiblement évolué au fil des ans.

Décision 05-20:

La Plénière a pris note du rapport du Rapporteur chargé de la liaison dans le domaine des normes.

Décision 05-21:

La Plénière a pris note du rapport du Rapporteur pour l'Asie. Le Bureau a prié celui-ci de continuer à intensifier ses contacts avec les organismes de normalisation régionaux, et de contribuer à assurer la coopération et des approches cohérentes de la facilitation du commerce et de l'élaboration de normes relatives au commerce électronique dans la région asiatique.

Décision 05-22:

Pour compléter l'ensemble de documents constitutionnels du CEFACT-ONU, la Plénière a prié le Bureau d'examiner les mandats et cahiers des charges des rapporteurs et d'en soumettre le texte révisé aux chefs des délégations pour approbation selon la procédure intersessions.

La Plénière a prié le Bureau de s'employer à trouver des personnes aptes à remplir les fonctions de rapporteurs régionaux pour d'autres régions, en particulier pour l'Afrique et l'Amérique latine.

Point 11. Renforcement des capacités et questions connexes

75. Le chef du Service des solutions pour le commerce mondial de la CEE a présenté une étude que le secrétariat avait établie au sujet de l'utilité des instruments de la CEE intéressant la facilitation du commerce dans le cadre du Programme de travail de Doha de l'OMC, notamment dans le contexte des articles V, VIII et X de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994. Le Président du Groupe de travail des problèmes douaniers intéressant les transports (WP.30) de la CEE avait été invité à débattre de toute activité relative au carnet TIR que le CEFACT-ONU pourrait souhaiter entreprendre au titre de l'UMM.

76. Le secrétariat a présenté le projet de guide de l'analyse comparative des procédures en matière de facilitation du commerce (TRADE/CEFACT/2005/33). Le document contenait une vue d'ensemble des méthodes actuelles d'analyse comparative utilisées dans le contexte de la facilitation du commerce. L'AIP s'est félicitée de ce processus d'analyse comparative et a fait état d'activités analogues réalisées, entre autres, par l'Union internationale des télécommunications en relation avec la mise au point d'un accès numérique et a prié le Bureau de tenir compte de ce genre d'initiatives dans le cadre de ses travaux futurs, de même que des liens pertinents avec les activités de formation et de renforcement des capacités.

77. Le secrétariat a signalé aux délégations qu'une nouvelle étude de référence serait entreprise dans le courant de 2005. Elle s'articulerait autour du degré de mise en œuvre des recommandations suivantes: N° 1 (formule-cadre des Nations Unies pour les documents commerciaux), N° 4 (organismes nationaux de facilitation du commerce), N° 16 (LOCODE-ONU), N° 25 (EDIFACT-ONU) et N° 33 (guichet unique) dans un groupe de 11 pays comprenant des membres de l'Union européenne et des pays à économie avancée de la région de la CEE (Canada, République tchèque, Royaume-Uni, Suède et Suisse), des pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne (Bulgarie), des pays membres de la CEI (Azerbaïdjan, Fédération de Russie, Kazakhstan) et des États Membres de l'ONU qui n'appartiennent pas à la région de la CEE (République de Corée, Thaïlande). La délégation de l'AIP a proposé d'inclure

des organisations non gouvernementales et des associations professionnelles parmi les entités qui seraient interrogées dans le cadre de cette étude.

78. Le Conseiller régional a rendu compte des activités de renforcement des capacités qui avaient été menées en Europe centrale et orientale. Le Gouvernement tchèque avait continué de financer un programme que la CEE mettait à exécution. Le secrétariat a aussi décrit brièvement les progrès qu'il avait réalisés dans le domaine du renforcement des capacités au titre du programme de travail du Comité pour le développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise de la CEE (TRADE/2005/15). Le Bureau a rappelé aux délégations que les États membres étaient invités, de manière permanente, à faire connaître ce genre d'activités au niveau de leur région et au niveau national.

79. La délégation ukrainienne a remercié le secrétariat de l'aide qu'il avait fournie aux économies émergentes de la Communauté d'États indépendants. La coopération avec FITPRO en République tchèque et avec le Conseiller régional de la CEE avaient considérablement favorisé l'intégration des pays en question dans les systèmes commerciaux mondiaux et les chaînes internationales d'approvisionnement en Europe et en Asie. La délégation ukrainienne a notamment fait mention à ce propos de la mise en pratique des résultats du projet UNeDocs, et a sollicité un appui complémentaire pour permettre l'avancement du projet.

80. Le chef de la délégation tchèque a dévoilé les projets du Ministère tchèque de l'industrie et du commerce en matière d'assistance future. Il a remercié tout particulièrement la Directrice de la Division pour la contribution qu'elle avait apportée au succès du programme. Le projet d'assistance tchèque serait poursuivi car des fonds supplémentaires avaient pu être mobilisés à cette fin.

81. Le Bureau avait élaboré un projet de document de travail sur la coopération entre les commissions régionales et d'autres partenaires (TRADE/CEFACT/2005/MISC.4) qui décrivait plusieurs solutions envisageables pour renforcer cette coopération. La Directrice de la Division a remercié le Bureau d'avoir établi ce rapport et, au nom du secrétariat, a souscrit à la proposition tendant à ce que les commissions régionales intensifient leur coopération dans le cadre du CEFACT-ONU. L'ensemble des cinq commissions régionales avait tiré parti de la coopération concrète qui s'était développée entre elles à l'occasion du Sommet mondial sur la société de l'information (Tunis, novembre 2005), et les efforts de coopération se prolongeraient, en se renforçant, dans le contexte du CEFACT-ONU.

Décision 05-23:

La Plénière a pris note des rapports ci-après établis par le secrétariat:

- **UNECE Instruments to Address Trade Facilitation in the WTO Doha Work Programme [Instruments de la CEE intéressant la facilitation du commerce dans le cadre du Programme de travail de Doha de l'OMC] (TRADE/CEFACT/2005/28);**
- **Benchmarking Guide [Guide de l'analyse comparative des procédures en matière de facilitation du commerce] (TRADE/CEFACT/2005/33);**

- **Plan for a UN/CEFACT Implementation Study [Plan d'une étude de mise en œuvre du CEFACT-ONU] (TRADE/CEFACT/2005/34);**
- **Czech technical assistance project [Projet d'assistance technique tchèque] (TRADE/CEFACT/2005/35);**
- **Renforcement des capacités et coopération à l'appui du Programme de travail du Comité pour le développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise de la CEE (TRADE/2005/15);**
- **Summary of Trade Facilitation Recommendations [État récapitulatif des recommandations relatives à la facilitation du commerce] (TRADE/CEFACT/2005/31).**

Décision 05-24:

La Plénière a pris note du rapport du Bureau sur la coopération régionale (TRADE/CEFACT/2005/MISC.4) et a demandé que le Bureau suive la question et lui en rende compte à sa douzième session. Elle a demandé en outre au secrétariat de soumettre cette question à l'attention du Secrétaire exécutif de la CEE pour qu'il y soit donné suite au plus haut niveau en collaboration avec les autres commissions régionales.

Point 12. Élections

82. La Directrice de la Division a annoncé, en déplorant ce départ, que le Président en exercice allait quitter ses fonctions. Le Bureau avait constitué un comité composé de M^{me} Christina Rahlén (Suède) en qualité de Présidente et de MM. Tahseen A. Khan (Inde) et Mark Palmer (États-Unis) en qualité de membres pour rechercher des candidats à la présidence du CEFACT-ONU.

83. Après avoir été proposé comme candidat par ce comité, M. Stuart Feder (États-Unis d'Amérique) a été unanimement élu Président du CEFACT-ONU pour un mandat de deux ans couvrant la période 2005-2007.

84. Le Président en exercice, M. Christian Frühwald (Allemagne), a félicité M. Feder de son élection et lui a souhaité plein succès dans ses nouvelles fonctions. Il a, par ailleurs, souhaité au CEFACT-ONU de poursuivre ses travaux de manière fructueuse et a remercié le secrétariat et tous les membres du Bureau du CEFACT-ONU d'avoir noué avec lui des relations de coopération efficaces durant son mandat. Il espérait que cette coopération s'était avérée positive et avait permis d'anticiper les problèmes. Il s'est réjoui à la perspective de continuer à soutenir l'action du CEFACT-ONU à l'avenir.

85. M. Feder a remercié les délégations de la confiance et du soutien dont elles lui avaient témoigné en l'élisant à la présidence du CEFACT. Il a ajouté qu'il serait heureux de coopérer avec l'ensemble des représentants.

86. Au nom des délégations et des membres du Bureau, M. Mike Doran a remercié M. Frühwald de sa contribution précieuse aux travaux du CEFACT-ONU durant une période

difficile de restructuration des activités et des processus. Pour conclure, il a remercié la Directrice de la Division du développement du commerce et du bois qui avait fait le lien, de manière extrêmement importante, entre le système des Nations Unies et les délégations prenant part aux travaux du CEFACT-ONU au cours des 10 dernières années.

Décision 05-25:

La Plénière a élu M. Stuart Feder en qualité de Président pour la période 2005-2007.

Point 13. Examen des décisions adoptées

Décision 05-26:

La Plénière a adopté les décisions arrêtées à sa onzième session tenue les 22 et 23 juin 2005, et a demandé au secrétariat de publier une liste des décisions sur le site Web du CEFACT-ONU et dans un message, transmis par le biais de serveur de liste, aux chefs des délégations.

Décision 05-27:

La Plénière a décidé de tenir la douzième session du CEFACT-ONU du 29 mai au 2 juin 2006.
